La construction discursive de la légitimation : le *Cahier des doléances et réclamations* de Madame B... B... 1789

*The Discursive Construction of Legitimacy: The Cahier des doléances et
réclamations by Madame B... B... 1789*

Jürgen Siess

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/aad/2576>

DOI : 10.4000/aad.2576

ISSN : 1565-8961

Éditeur

Université de Tel-Aviv

Référence électronique

Jürgen Siess, « La construction discursive de la légitimation : le *Cahier des doléances et réclamations* de Madame B... B... 1789 », *Argumentation et Analyse du Discours* [En ligne], 21 | 2018, mis en ligne le 15 octobre 2018, consulté le 23 septembre 2019. URL : <http://journals.openedition.org/aad/2576> ; DOI : 10.4000/aad.2576

Ce document a été généré automatiquement le 23 septembre 2019.

Argumentation & analyse du discours est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

La construction discursive de la légitimation : le *Cahier des doléances et réclamations* de Madame B... B... 1789

The Discursive Construction of Legitimacy: The Cahier des doléances et réclamations by Madame B... B... 1789

Jürgen Siess

Introduction

- 1 Dans quelle mesure une parole qui n'est pas dotée d'une autorité institutionnelle est-elle *ipso facto* dénuée d'efficacité, et privée de caractère performatif ? Les travaux contemporains sur l'*ethos* rhétorique postulent que le locuteur/la locutrice peut tenter de construire dans son discours la légitimité qui lui manque ou lui est déniée (Amossy 1999). Cela suppose que par l'usage de la parole, il lui est possible de s'octroyer, fût-ce partiellement, l'autorité dont sa position de départ la prive, l'empêchant ainsi d'agir dans la sphère publique. On a alors affaire à un processus de légitimation qui vise à obtenir la reconnaissance d'un droit, d'un statut ou d'une position en s'appuyant sur un principe supérieur, que ce soit la loi ou le droit naturel. « Légitime » signifie en effet « conforme au droit positif » (donc à la loi), ou « conforme à l'équité », « fondé sur le droit naturel, la morale, la loi divine » (TLFi). Le recours à une démarche de légitimation présuppose que la reconnaissance de ce droit, de ce statut ou de cette position n'est pas acquise d'avance et doit être justifiée de façon à être acceptée et entérinée par l'auditoire.
- 2 Comment la légitimation se construit-elle en discours ? C'est à cette question que s'attachent aujourd'hui des travaux comme ceux de Theo Van Leeuwen et de Ruth Wodak (1999), et c'est en partie dans leur sillage que s'inscrit le présent travail. Selon

Théo van Leeuwen (2007), le « langage de la légitimation » a recours à l'une des procédures suivantes : (1) *authorization* ou recours à des instances de pouvoir qui octroient la légitimité en vertu de la tradition, de la loi ou de l'autorité institutionnelle de certaines personnes – ce recours est nécessaire lorsque la légitimité de l'individu, du groupe ou de la cause en question n'est pas donnée d'avance et doit être construite par le recours à une autorité extérieure ; (2) *moral evaluation* ou légitimation par « référence (souvent oblique) à des systèmes de valeur » ou à des valeurs morales souvent données comme évidentes ; (3) *rationalization* : elle octroie la légitimité en fonction des buts et usages de l'« action sociale » ou du savoir susceptible de leur conférer une « validité cognitive » (vérité, justesse) ; (4) *mythopoesis* ou légitimation par des récits qui récompensent les actions légitimes et sanctionnent les autres (2007 : 92).

- 3 A la différence de Van Leeuwen et Wodak qui examinent la procédure de légitimation d'un objet particulier – en l'occurrence, une mesure politique concernant les immigrants (Wodak 2018) – mon étude ne s'attache pas à la légitimation d'une décision, d'un choix, ou d'un comportement. Elle analyse la procédure d'autolégitimation d'une prise de parole publique. Il s'agit de celle qui distingue le *Cahier des doléances et réclamations des femmes* de Madame B... B..., adressé en 1789 aux députés des États généraux¹ : la locutrice entreprend de faire reconnaître son droit à la parole dans un espace public où elle n'est pas autorisée à s'exprimer. Se plaçant au point de vue de l'allocutaire, on dira avec Patrick Charaudeau que la légitimation recherchée consiste ici dans la reconnaissance du droit de parler à « un sujet par d'autres sujets, au nom d'une valeur qui est acceptée par tous » (2005 : 50).
- 4 J'examinerai donc comment, dès avant la Révolution, un sujet féminin tente de se faire entendre à la fois pour constituer son autorité, revendiquer une position dans la sphère publique (Durelle-Marc 2002), et réclamer que toutes les femmes y aient accès. A travers une micro-analyse du texte, j'explorerai les procédures discursives et argumentatives par lesquelles la locutrice travaille à établir sa légitimité sur trois modes principaux. Les deux premiers sont empruntés à van Leeuwen et Wodak : la légitimation par l'autorité, et par les valeurs. Le troisième relève de la construction rhétorique de l'*ethos*.

1. Remarques sur le contexte historique

- 5 Ce *Cahier* n'est pas préparé et/ou rédigé par un groupe mais par une femme particulière qui néanmoins se présente comme porte-parole de son sexe. Christine Fauré indique que « la nature féminine » de ce texte « semble au-dessus de tout soupçon » mais que son auteur, « pour autant, n'a jamais été identifié » (2006 : § 29). Dans l'anthologie des *Cahiers de doléances des femmes* (1981) elle figure dans la partie « Des femmes du Tiers-État », et c'est dans cette catégorie que rangeait déjà Paule-Marie Duhet cette « digne Cachoise » dans son livre *Les femmes et la révolution*, en notant qu'elle « découvre en somme dans les femmes *Le Tiers-État du Tiers-État* »². Ce texte a été choisi en raison de son caractère exceptionnel, car il touche à des droits de la femme dans l'espace public dont les autres textes de cette époque ne traitent pas – « la citoyenneté électorale n'est pas le principal souci » des *Cahiers de doléances des femmes*, à l'exception de Mme B...B..., souligne Madeleine Rebérioux³.
- 6 Le *Cahier des doléances et réclamations des femmes* de Madame B... B..., publié avant le 14 juillet 1789 (on ne connaît pas la date exacte⁴), s'inscrit dans un genre de discours issu

d'un contexte précis. En effet, l'acte de rédiger un *Cahier de doléances* ou une pétition et de les soumettre font partie d'une pratique socio-culturelle spécifique : elle consistait à s'adresser aux États généraux – ou, depuis juin 1789, à l'Assemblée nationale – pour se faire entendre, voire influencer sur les décisions qui y sont prises, et agir dans l'espace public alors en pleine transformation.

7 Le genre du *Cahier* est caractérisé avec précision par Régine Robin :

Des doléants ou remontrants qui se nomment : « nous habitants, ou la communauté » etc., et qui s'adressent explicitement ou implicitement au roi dénoncent des abus, en mettant parfois en cause les bénéficiaires de ces abus, proposent des réformes et dans le meilleur des cas suggèrent les moyens qui permettent la mise en pratique immédiate ou différées des réformes. Sur le plan de l'écrit, ce discours peut se diviser en deux temps ou parties. Dans une première partie, les remontrants constatent un état de fait, puis par un verbe : *exiger*, *demande*, le constat s'efface et fait place à la dynamique revendicative (1970 : 290).

8 Le 8 août 1788 Louis XVI a annoncé la convocation des États généraux. En les convoquant, le 24 janvier 1789, il sollicite la préparation de *Cahiers de doléances et de plaintes*. « En se posant comme interlocuteur direct, le Roi donnait la parole aux Français », écrit Denis Slakta (1971 : 69). Ces *Cahiers* sont rédigés, dans la grande majorité des cas, dans des assemblées électorales qui se tiennent pour la plupart entre août 1788 et avril 1789. Dans les villes, les *Cahiers* rédigés par les corporations réunies sont fondus en un seul, ensuite celui-ci est, avec ceux des villages qui s'y ajoutent, fondu en un seul *Cahier* par l'assemblée du Tiers du baillage, et apporté à Versailles par le député élu (Lavis 1911 : 383). Sont éligibles les membres du Clergé et de la Noblesse, et pour le Tiers-État les hommes à partir de l'âge de 25 ans inscrits sur le rôle des impositions (article XXV du *Règlement pour exécution des Lettres de convocation* », Archives numériques de la Révolution française).

9 Les assemblées sont surtout composées d'hommes. On trouve cependant dans ce *Règlement* une clause relative à la participation des femmes : « XX. Les femmes possédant divisément, les filles et les veuves, ainsi que les mineurs jouissant de la noblesse, pourvu que lesdites femmes, filles, veuves et mineurs possèdent des fiefs, pourront se faire représenter par des procureurs pris dans l'ordre de la noblesse ». Par ailleurs, la clause XI stipule que « les chapitres et communautés de filles, ne pourront être représentés que par un seul député ou procureur fondé, pris dans l'ordre ecclésiastique séculier ou régulier ». Christine Fauré fait le point sur la question de savoir dans quelle mesure les femmes ont participé aux assemblées, notant par ailleurs qu'il n'y a aucune trace de doléances particulières de femmes issues de la noblesse mais que les religieuses ont fait entendre leur voix. Elle ajoute : « Le règlement royal ignore les femmes du tiers état. Il ne leur assigna aucun rôle de représentation nationale » (2006 : § 26). Cet oubli a cependant été réparé dans des « doléances qui s'inscrivent dans le cadre traditionnel des cahiers de corporations » (Guilhaumou et Lapied 1997). Ces cas sont cependant rares et traitent principalement de sujets ponctuels et très concrets comme la diminution de certains impôts, ou la concurrence des hommes dans des professions comme celles du textile.

10 Certaines exceptions se manifestent, notamment dans les pétitions qu'étudient les historiennes. Pour ce qui est des *Cahiers de doléances*, celui de Mme B...B... constitue, selon C. Fauré, la grande exception, aucune autre demande ne concernant la participation des femmes à la vie publique⁵. Paule-Marie Duhet avait déjà fait une place à cet écrit, notant que l'auteure paraît connaître « des clubs, des associations semi-

secrètes comme la Franc-maçonnerie ou les amis des noirs. Et fort habilement [Mme B... B...] retourne leur argumentation au profit des femmes » (1971 : 36).

2. La légitimation par l'autorité institutionnelle

- 11 L'auditoire par lequel Mme B...B... doit faire reconnaître sa légitimité est principalement composé des députés des États généraux, un collectif en train de se constituer au moment de la rédaction du *Cahier de doléances* (« l'auguste assemblée qui se prépare »). C'est avant tout à eux qu'elle s'adresse directement. Or, cette assemblée est exclusivement formée d'hommes. Le texte dans son ensemble est sous-tendu par la relation entre les deux sexes, plus exactement par une réflexion sur cette relation, une conscience de la différence, de l'opposition entre le genre masculin et le genre féminin. C'est pourquoi l'allocutaire est pris non seulement dans sa dimension institutionnelle, mais aussi dans sa dimension genrée. On trouve ainsi des adresses aux députés (« ô députés de la nation, c'est vous que j'invoque »), mais aussi aux « citoyens vertueux & sensibles », aux « pères sensibles », ainsi qu'aux « hommes pervers & injustes » par rapport aux femmes. Par ailleurs, la locutrice veut se légitimer aux yeux des femmes qu'elle entend représenter. C'est pourquoi elle s'adresse aussi à elles (« ô mon sexe », « Réunissez-vous, filles cachoises, & vous, citoyennes des provinces »), même si elles n'ont pas le pouvoir de lui octroyer des droits ni d'entériner ses réclamations. Leur assentiment est cependant nécessaire non seulement pour permettre à l'auteure de se présenter en porte-parole, mais aussi pour former un groupe de revendication qui est incité à l'action.
- 12 Comme elle ne bénéficie aucunement d'un statut qui lui accorde le droit de s'exprimer dans l'espace public, la locutrice recourt en un premier temps à une autorité institutionnelle susceptible de lui conférer la légitimité qui lui manque. Il s'agit du roi Louis XVI, instance suprême dont la parole fait autorité. Ce n'est donc pas un hasard si l'auteure choisit d'entrer en matière par un rappel de la demande faite par le monarque à ses sujets de rédiger et présenter des *Cahiers de doléances* :

Quelle confiance ne devons-nous pas avoir depuis que le monarque a manifesté à son peuple ses sentiments paternels ; qu'il a permis à chaque individu de porter ses réclamations, de communiquer ses idées, de traiter, de discuter, par la voie de la presse, tous les objets politiques qui vont bientôt passer sous les yeux de l'auguste assemblée qui se prépare ? (§ 3)
- 13 L'autorisation d'une figure bienveillante comporte l'assurance octroyée à tous ses enfants qu'ils peuvent sans crainte verser au dossier des prochains débats de l'Assemblée tout ce qui leur tient à cœur. Son caractère « paternel » légitime d'emblée l'expression des « réclamations » : qui mieux qu'un père peut conférer des droits à ses enfants ? C'est donc sur la permission d'un Père symbolique doté d'une autorité absolue que la locutrice s'appuie en un premier temps, en s'incluant dans un « nous » (« quelle confiance ne devons-nous pas avoir ») très général.
- 14 Elle module cependant le discours de la *Lettre du Roi Pour la Convocation des États généraux* (27 avril 1789)⁶ de façon à recadrer le caractère et la portée de la parole autorisée. Elle inscrit ainsi le *Cahier de doléances* dans un espace de délibération plus étendu que celui dont la convocation faisait état. Dans sa *Lettre*, le roi invite en effet les députés à le conseiller et à l'assister « dans toutes les choses qui seront mises sous les yeux [de l'Assemblée] » et à lui

faire connaître les souhaits & les doléances de [ses] Peuples ; de manière que, par une mutuelle confiance & par une confiance réciproque entre le Souverain & ses Sujets, il soit apporté le plus promptement possible un remède efficace aux maux de l'État & que les abus de tous genres soient réformés & prévenus par de bons & solides moyens qui assurent la félicité publique.

- 15 Il demande ainsi de convoquer « tous ceux des Trois-états du baillage (ou sénéchaussée) pour conférer & et pour communiquer ensemble tant des remontrances, plaintes & doléances, que des moyens & avis qu'ils auront à proposer en l'Assemblée générale de nosdits États ». Il est donc bien question d'évoquer et de discuter des problèmes qui affectent le bon fonctionnement de l'État dans un processus délibératif. Cependant, le discours du roi est reformulé par l'auteure d'une manière qui, pour être peu perceptible, n'en est pas pour autant anodine. Et en effet, le discours du *Cahier* de Madame B... B... met dans la bouche du roi un ensemble de termes qui définissent un espace public beaucoup plus significatif que celui qu'esquisse le monarque.
- 16 Contrairement à la *Lettre du Roi*, le texte mentionne clairement le rôle de la presse : alors que Louis XVI parle de discussions en réunions explicitement ordonnées par lui, c'est, selon Madame B...B..., par « la voie de la presse » qu'est censé se tenir le débat public demandé par le monarque. Elle introduit ainsi un facteur qui n'est pas prévu par l'autorité, la *Lettre* n'y faisant pas référence, et dont on peut voir par une déclaration de Louis XVI du 24 juin 1789, en pleine séance royale, qu'il ne manque pas de poser problème : « Je vous prie, Messieurs, de me conseiller sur le moyen de concilier la liberté de la presse avec le respect dû à la royauté, à la religion, aux mœurs » (cité par Livois 1965 : 79). Il faut remarquer ici que Malesherbes, dès 1775, met en valeur « un siècle où chaque citoyen peut parler à la nation entière par la voie de l'impression » (cité par Chartier 1990 : 45), et qu'en 1781 le ministre Necker publie son *Compte rendu au roi* sur l'état des finances, qui suscite de vives réactions dans la presse : il y dévoile noms et montants des sommes versées par l'État à certains nobles, aussi ce texte va-t-il causer son renvoi⁷. Les journaux assurent aux débats politiques la publicité sans laquelle une sphère publique ne peut se constituer : l'information y circule, les positions s'y manifestent et s'y confrontent, la critique s'y fait entendre⁸.
- 17 Qui plus est, les termes de « peuples » et de « sujets » du roi sont remplacés par celui d'« individus » : le débat se tient dans un espace public où des individus discutent entre eux des affaires de l'État, à la place de sujets qui transmettent des doléances à l'adresse des députés chargés de conseiller le roi. La mise en place d'un système complexe de représentation et d'une hiérarchie de pouvoirs inhérente à l'institution des États généraux sont ici minimisées pour donner une grande visibilité à un espace public où tous les Français sont censés participer à la discussion. Cette participation généralisée correspond bien à ce que Malesherbes écrit, en 1788, dans ses *Mémoires sur la librairie et la liberté de la presse*, à propos des députés : « Ils ne sont que les représentants de la nation. C'est de la nation entière qu'ils doivent recevoir des instructions »⁹. « Chaque individu », affirme Madame B... B..., tout un chacun, considéré comme personne, comme particulier, est invité à prendre la parole. Il faut souligner que, ce faisant, la locutrice se légitime aussi elle-même. Elle se considère comme sollicitée par le roi, l'autorité institutionnelle, à l'instar de tous les Français, pour communiquer ses idées et pour participer activement au débat. Enfin, la délibération à laquelle sont invités tous les Français sans égard à leur rang porte selon le *Cahier* sur « tous les objets politiques », ce qui inclut les maux et abus que mentionne le monarque, mais ne s'y limite pas nécessairement – comme on le voit dans le sujet que choisit de traiter Mme

B...B..., à savoir le statut politique des femmes (alors que le roi ne parle pas des deux sexes, et que les femmes ne sont pas mentionnées dans sa *Lettre*¹⁰).

- 18 A cela s'ajoute un élément important, intégré dans le paragraphe qui suit : « C'est dans ce moment d'une révolution générale, qu'une femme [...] ose élever sa voix ». Le recours au terme de « révolution » n'est pas anodin. Il ne remet pas directement en question l'autorité du monarque ; mais, au-delà de celle-ci, le texte pointe l'émergence d'un ordre nouveau : la référence au « moment d'une révolution générale » n'est pas seulement une précision temporelle. En tant que bouleversement de la situation, elle désigne une modification en cours qui dépasse le pouvoir du monarque, et qui légitime la dénonciation des abus. L'auteure se réfère désormais aux députés significativement nommés le « tribunal de la nation », qui constitue une nouvelle autorité institutionnelle axée sur la Justice – valeur marquée de son texte et servant sa stratégie de légitimation. Ce n'est donc pas seulement l'institution monarchique en place, c'est aussi le processus du changement en cours qui autorise une femme à « élever la voix » pour défendre la « cause commune ».
- 19 La construction discursive de la légitimité s'opère donc en un premier temps par un rappel de l'autorité institutionnelle qui permet la rédaction du *Cahier de doléances* : la parole de Mme B...B... est bien prononcée « par la personne légitimée à [la] prononcer », « dans une situation légitime » et « dans les formes légitimes » (Bourdieu 1982 : 111). L'analyse montre cependant que l'auteure recadre ce droit à la parole : elle l'étend au débat dans une sphère publique appuyée sur la publicité de la presse ; elle utilise le terme d'individu plutôt que de sujet, en effaçant la question de la différence des sexes qui traverse par ailleurs tout l'écrit, établissant ainsi une collectivité dont chaque membre jouit de la même légitimité à donner son avis sur les affaires publiques ; elle ne fixe aucune limite aux problèmes qui peuvent être traités ; enfin, elle évoque une « révolution » qui, au-delà du roi, donne une fonction majeure aux États généraux, « auguste assemblée » et « tribunal de la nation ».

3. La légitimation par les valeurs

- 20 « L'aurore luit, les ténèbres se dissipent : l'astre du jour approche, le ciel brille... son éclat est un présage heureux. / O puissance suprême ! fais que ce symbole enflamme tous les cœurs, ranime notre espoir & couronne nos vœux » (§ 1-2). On pourrait croire de prime abord que cet exorde constitue un discours de cérémonie doté d'une fonction purement ornementale, qui vise tout au mieux à une *captatio benevolentiae*. En réalité, l'épidictique, qui met en avant des valeurs censées être partagées, joue ici un rôle rhétorique important dans la construction discursive de la légitimation.
- 21 L'incipit se construit sur une analogie : le passage de la nuit au jour (le phore) renvoie au changement politique en train d'émerger (le thème). C'est l'énoncé suivant, « son éclat est un présage heureux » qui permet d'induire qu'il ne s'agit pas d'une évocation lyrique de la nature, mais bien du tournant d'une période sombre à une période lumineuse de l'Histoire. Le cycle naturel renvoie ainsi à un processus historique en en suggérant le caractère prévisible, voire nécessaire. L'analogie remplit une fonction rhétorique : elle présente l'accès à un avenir radieux comme une évidence ancrée dans la nature des choses.
- 22 Le symbole de la lumière (« l'astre du jour », « le ciel brille », « son éclat ») vient renforcer l'argument analogique. On retrouve ici le sens attribué par Paul Ricoeur au

terme de symbole, à savoir « toute structure de signification où un sens direct, primaire, littéral désigne par surcroît un autre sens indirect, secondaire, figuré » ; et le symbole appelle nécessairement un déchiffrement (1969 : 16 et 19). Ce travail doit être guidé par des indices qui permettent de retrouver le(s) sens figuré(s) derrière le sens littéral. Or, le texte du *Cahier* appelle à ce déchiffrement en exhibant le caractère symbolique de l'énoncé (« fais que ce symbole enflamme »), mais sans fournir les indices qui permettraient de dégager un sens figuré précis. Le deuxième terme du rapport analogique qui répond à la lumière du soleil reste flou : il est présenté comme un phénomène positif et désirable, mais il n'est pas possible dans ce passage d'en dégager le caractère et de le définir de façon claire. Ce flou permet d'établir un consensus autour de l'avènement d'une période lumineuse sur laquelle tous ne peuvent que s'accorder.

- 23 Il en va de même pour l'exclamation « O puissance suprême ! », où l'interjection « ô » sert à exprimer l'admiration¹¹, et qui reste également imprécise. En effet, on peut entendre dans cette invocation plusieurs sens. « Puissance » peut désigner le Pouvoir (comme chez Machiavel – *Le Prince* a eu plusieurs traductions en français au XVIII^e siècle). On peut aussi prendre « puissance » au sens religieux. On le trouve, par exemple, chez Voltaire (en 1761) : « Ô puissance éternelle ! Vous faites-vous un jeu des pleurs d'une mortelle ? » (*Olympie* II, 3) ou chez Necker : « ô Dieu, qui nous est inconnu ! ô puissance, qui est vraisemblable ! » (1788 : 238) On peut y voir enfin une référence à la Raison dans son rapport à la lumière. Le texte joue sur cette polyvalence, invoquant une instance haut placée que tous peuvent interpréter à leur façon.
- 24 Le « symbole » de la lumière se retrouve cependant plus loin dans un ensemble d'expressions métaphoriques qui en précisent peu à peu les attributions de sens. Au paragraphe 10, on trouve « la philosophie qui éclaire la nation » dans le contexte de l'affranchissement des opprimés – en l'occurrence les noirs et les classes inférieures –, et une référence à la « lumière » de cette philosophie à laquelle les hommes sont restés insensibles par rapport aux femmes. Au paragraphe suivant, dans la première adresse aux députés, l'auteure les incite à « opérer, par l'influence de vos lumières, & la sagesse de vos délibérations, le succès de mes justes doléances ». Il est question aussitôt après du soutien d'une « infinité de citoyens éclairés ». Dans le § 15 qui suit la revendication de nommer des députés femmes, elle blâme un « système digne de ces siècles d'ignorance » auquel elle oppose « la lumière & la raison ». Au § 24, elle s'adresse à la nation « légère mais éclairée » qu'elle incite à saisir le « flambeau de la philosophie », afin de condamner les « vices de la législation enfantés dans les ténèbres par l'ignorance et la barbarie ». Enfin, au § 43, elle évoque les « lumières » des députés qui doivent contribuer à assurer « à la France le bonheur qu'elle attend ».
- 25 La lumière est donc explicitement liée à la philosophie, qui en est la source bénéfique dans les clichés du « flambeau de la philosophie » (flanquée de « la balance de la justice » § 24) et de la « philosophie qui éclaire », et qui doit mener à l'obtention de la liberté et de la justice (§ 10). Elle est par ailleurs mise sur le même plan que la raison dans « la lumière & la raison », où le « et » est un connecteur d'addition du type distributif qui établit une relation d'équivalence entre les deux termes (§ 15). Elle caractérise les humains dès lors qu'ils sont capables d'exercer leur esprit critique par un recours à leurs facultés de raisonnement : il est question des « lumières » des députés, mais aussi des Français (la nation, les citoyens) « éclairés ». S'adressant aux députés, l'auteure exprime le vœu que les lois soient « dictées par la raison, la sagesse &

- la justice » (§ 44). La justice et l'équité sont évoquées à plusieurs reprises. Ce sont les hommes « pervers & injustes », « insensibles à la lumière de la philosophe » qui rendent les femmes « victimes de leur [...] injustice » (§ 10). La symbolique de la lumière est étroitement liée au réseau métaphorique de l'obscurité : « les ténèbres de l'ignorance », opposées à la sagesse, sont reliées à la « barbarie » et au règne de l'injustice (§ 24).
- 26 Cette phraséologie empruntée à l'interdiscours de l'époque, qui rehausse la Raison en la présentant comme une valeur universelle, permet à l'auteure de se référer au discours des Lumières – mais aussi à la symbolique maçonnique. Chez les philosophes de l'époque on trouve en effet le terme « lumières de l'esprit » (Helvétius), et Voltaire appelle les contributeurs de l'*Encyclopédie* « une société de savants remplis d'esprit et de lumières »¹². En 1740 un Franc-maçon affirme, dans un commentaire, que la Grande Loge travaille à « l'augmentation des lumières »¹³. Un autre dignitaire de cette Loge caractérise le début des travaux comme suit : « l'éclat du jour a chassé les ténèbres et la grande Lumière commence à paraître »¹⁴. Ainsi l'idée du jour nouveau et celle de l'intelligence (l'éclaircissement) convergent-elles dans la même métaphore. C'est donc bien à la philosophie des Lumières que se réfère le *Cahier* pour y puiser ses sources de légitimité – mais elle n'est pas mentionnée explicitement au début du texte, qui préfère en un premier temps s'en tenir à une vision euphorisante dont l'imprécision doit permettre une adhésion sans réserve de tous, quelle que soit par ailleurs leur allégeance.
- 27 On notera, dans le processus de légitimation, le recours au « nous » : « fais que ce symbole enflamme tous les cœurs, ranime notre espoir & couronne nos vœux ». Ce « nous » permet à la locutrice de s'inclure dans une collectivité dont elle partage l'espoir et les vœux. Une fois de plus, le genre n'est pas mentionné et le « je » peut exprimer les désirs de la communauté tout entière. Sa légitimité à présenter des vœux collectifs n'est pas justifiée en termes institutionnels ou rationnels : elle découle plutôt d'un élan affectif inhérent à la figure de l'amplification. Dans les termes d'Emmanuelle Danblon, l'amplification se donne comme une « exclamation qui échappe à l'orateur et qui de ce fait vient constituer un argument “naturel” aux yeux de l'auditoire » (2001 : 25). Le mode affectif qui entend faire participer l'auditoire à une émotion commune fondée sur un désir partagé semble donner tout naturellement à la locutrice le droit de représenter la collectivité. Le *pathos* se joint ici à l'appel aux valeurs pour construire discursivement la légitimité de l'auteure.
- 28 Ajoutons enfin qu'elle est passée insensiblement de l'évocation à signification symbolique de la nature, à un appel à la participation des humains, par l'intermédiaire obligé de la haute instance. Ici le soleil qui doit amener l'avènement du jour nouveau et faire passer la société de l'obscurité à la clarté est mobilisé, dans une métaphore lexicalisée nouvelle : il « enflamme les cœurs ». Il s'agit donc de son effet sur les Français dont l'engagement dans le projet politique est requis pour qu'arrive le règne de la lumière. La passivité dont pouvaient se contenter les allocutaires du *Cahier* en contemplant un cycle naturel qui s'accomplit de lui-même est à présent remplacée par le besoin de participer au processus par une adhésion à ce qu'il implique et promet d'apporter.
- 29 On voit donc que l'autorisation conférée par le monarque, dont la reconnaissance suscite la « confiance » nécessaire à la formulation des réclamations, et qui octroie à la locutrice sa légitimité institutionnelle, est accompagnée d'une légitimation par les valeurs. Celle-ci se fait jour dans le cadre consensuel de l'épidictique où tous sont

censés communier dans les mêmes valeurs, liées à la lumière de la raison. Ceci est bien le rôle de l'épidictique tel que le présentent Perelman et Olbrechts-Tyteca : il vise à « accroître l'intensité de l'adhésion à certaines valeurs [...] qui pourraient [...] ne pas prévaloir contre d'autres valeurs qui viendraient à entrer en conflit avec elles » (1970 : 67). Cette légitimation par les valeurs apparaît comme d'autant plus probante, que la formulation de l'exorde crée l'impression qu'il n'y a, dans la requête subséquente, aucun potentiel de conflit. Ainsi, la possibilité d'une fin de non-recevoir de la demande formulée par la locutrice, et de son droit à l'exprimer, est éludée. La démarche est d'autant plus importante que le dissensus règne sur la question de la prise de parole publique des femmes, et sur les revendications émises plus loin par l'auteure. Entrer en matière par l'épidictique permet de voiler ce dissensus en rassemblant autour de valeurs et d'attentes partagées.

4. La légitimation par la construction de l'*ethos*

4.1. S'ériger en porte-parole des femmes

- 30 Le processus d'autolégitimation passe aussi par la construction d'un *ethos* approprié, dont il faut analyser les modalités : je sors ici du cadre méthodologique proposé par Wodak et Van Leeuwen. Si la locutrice s'inclut dans un « nous » général, elle se présente néanmoins aussi comme avocate de la cause des femmes. Elle entend parler en tant que membre non plus du « peuple » mais de son sexe, du genre féminin. Elle présuppose que les femmes forment un groupe destiné à parler, à défendre ses intérêts propres, ce qui en la circonstance n'est pas prévu. C'est parce qu'elle les constitue en collectivité de parole, susceptible de faire des réclamations, qu'elle peut prétendre au statut de porte-parole. Ce statut ne lui est cependant nullement octroyé, et il lui incombe de légitimer le projet de s'auto-mandater. Mme B...B... proclame ainsi :

C'est dans ce moment d'une révolution générale, qu'une femme étonnée du silence de son sexe, lorsqu'il aurait tant de choses à dire, tant d'abus à combattre, tant de doléances à présenter, ose élever sa voix pour défendre la cause commune ; c'est au tribunal de la nation qu'elle va la déférer, & déjà sa justice l'assure du succès (§ 4).

- 31 Le texte n'est pas à la première personne ; l'auteure semble s'effacer au profit d'une tierce instance indifférenciée : « une femme ». Cet effacement énonciatif gomme la subjectivité de l'énoncé. Il pose la prise de parole (« élever sa voix ») comme un événement dont il serait rendu compte en toute neutralité. Le ressort en est l'étonnement, un sentiment de forte surprise provoqué par quelque chose d'inattendu. Le présupposé est ici que le silence gardé par les femmes en ces circonstances s'écarte manifestement de ce qui était prévu. Cet étonnement n'est pas seulement mentionné, il est également justifié : c'est le constat du fossé entre le fait qu'il n'y ait aucune prise de parole publique des femmes, et l'importance des abus et des doléances qu'il importe de formuler. Qu'une place ait été laissée vacante justifie l'acte de combler ce manque en assumant une tâche négligée. L'audace de la démarche (« ose élever sa voix ») est donc légitimée par la nécessité de remplir les fonctions que les autres femmes n'ont pas remplies malgré l'appel du roi, la « révolution générale » et la pression des circonstances. Elle l'est aussi en raison de la justice de la cause, qui consiste en un combat contre les abus qui doivent être portés au « tribunal de la nation » afin que justice soit faite. L'auteure s'appuie sur la *doxa* qui pose que lorsqu'une cause est juste, il faut la défendre ; s'y dérober serait coupable. Elle donne donc à sa fonction de porte-

parole une légitimation éthique, que souligne le courage nécessité pour assumer cette tâche – elle « ose » se faire entendre là où toutes les autres ont failli. La femme qu'elle désigne à la troisième personne se distingue ainsi par son sens moral et sa témérité. Une image de soi que l'auteure projette indirectement grâce au procédé de l'effacement énonciatif, sans faillir à l'*ethos* de modestie, et qui doit ajouter à sa crédibilité et à son autorité.

- 32 Il faut bien voir que le porte-parole, comme le note Michel Marcoccia, a un statut paradoxal : il est à la fois « homme de l'ombre » et « fondé de pouvoir » ; s'il veut représenter le collectif, c'est de celui-ci que doit lui venir ce pouvoir (2004 : 146). Mme B...B..., quant à elle, n'est pas autorisée dans le sens où elle n'a reçu aucun mandat officiel. C'est pourquoi elle doit sortir de l'ombre en se distinguant du groupe dans lequel elle s'inclut néanmoins : elle passe ainsi au « je », mais s'insère aussi dans un « nous ». C'est dans cette perspective qu'elle s'adresse directement aux femmes – les premières personnes invoquées – pour obtenir leur reconnaissance dans le rôle qu'elle s'attribue.
- 33 Elle se tourne ainsi, de façon à la fois adroite et inattendue, au groupe genré auquel elle appartient en faisant acte de contrition : « Pardonne, ô mon sexe, si j'ai cru légitime le joug sous lequel nous vivons depuis tant de siècles ; j'étais persuadée de ton incapacité & de ta faiblesse » (§ 5). L'auteure s'excuse d'avoir cru justifiée l'oppression de son sexe et d'avoir partagé le préjugé qui voit dans les femmes une espèce inférieure. Dans cette vision doxique, les femmes du peuple seraient naturellement vouées aux travaux ménagers (« filer, coudre & vaquer aux soins économiques du ménage ») ; les femmes d'un « rang plus distingué », aux loisirs (« le chant, la danse, la musique & le jeu »). Cette excuse publique est stratégique, et permet à l'auteure de conforter son statut de porte-parole, en même temps que de présenter une première revendication d'égalité.
- 34 En effet, en se montrant en personne tout d'abord imbue des préjugés dominants au sujet des femmes, elle peut se présenter en esprit observateur et critique capable de s'en libérer. Elle se prévaut d'une « expérience » qui lui a permis de percer les apparences, et de tirer la leçon de ce dont elle a été témoin : lorsqu'elles y sont autorisées par les hommes, ou qu'elles y sont obligées, les femmes savent exécuter les travaux des champs (« bêcher la terre, tenir le soc de la charrue »), et faire face à toutes les difficultés du commerce (« entreprendre de longs & pénibles voyages, pour raison de commerce, par le temps le plus rigoureux » – § 6). C'est par un regard attentif porté sur la réalité environnante qu'elle témoigne des aptitudes du sexe dit faible à se livrer à des tâches auxquelles on prétend qu'elles ne sont pas aptes – témoignage d'autant plus crédible que ses découvertes vont à l'encontre de ses propres préjugés. En même temps, indirectement, elle appelle également les autres femmes à se déprendre des idées reçues qui les empêchent de prendre conscience de leurs capacités véritables et de leurs droits. De ce point de vue, elle peut d'autant mieux représenter les femmes que c'est elle qui les engage à ouvrir les yeux et à prendre conscience des qualités qui les distinguent.
- 35 En même temps, il apparaît clairement que son pseudo-acte de contrition constitue une manœuvre qui permet de dénoncer des préjugés envers les femmes et de demander à l'assemblée d'hommes à laquelle l'auteure soumet son *Cahier* de s'en libérer, sans accuser personne. En se présentant comme persuadée au départ de l'infériorité des femmes, Madame B...B... prend le blâme sur elle. Implicitement, elle se donne comme un modèle à imiter. L'émulation remplace ici l'accusation, l'auto-critique permet de ne

manifester aucune agressivité envers les hommes imbus des préjugés qu'elle dénonce. Elle entend ainsi gagner l'adhésion des députés, qu'elle dit par ailleurs être sous l'influence des lumières et sur la sagesse et le sens de la justice desquels elle compte s'appuyer. L'image positive qu'elle projette des députés chargés de traiter de ses doléances fait partie des stratégies de persuasion mises en place.

4.2. La légitimation par l'exercice de la raison

- 36 Le deuxième aspect de la légitimation discursive effectuée à travers la construction d'*ethos* consiste dans le recours au raisonnement logique. Ce dernier répond à l'idéal de la raison et des lumières érigées en valeurs fondatrices dans le texte. L'auteure montre sa capacité de raisonner, capacité censée être partagée par tous. La question dont traite Geneviève Fraisse – « les femmes ont-elles une raison ? Et surtout, peuvent-elles s'en servir, comment peuvent-elles s'en servir ? » (1995 : 13) – est éludée car supposée résolue d'avance. « La faculté de la raison, qui induit à son tour celle de l'usage, de l'exercice de cette faculté » (*ibid.*) est présentée chez Mme B...B... comme atrophiée chez les femmes par « le défaut de [l'] éducation » qu'elles reçoivent (§ 7) et la vocation unique de plaire qu'on leur assigne : « Ne nous élevez plus comme si nous étions destinées à faire les plaisirs du sérail » (§ 28). L'auteure présente comme évident que, une fois ce problème résolu, « des mères de famille raisonnables » pourront « discuter, avec connaissance et discernement, les intérêts publics » (§ 33). Et c'est sa propre aptitude à réfléchir sur les affaires publiques dans le *Cahier* qui doit confirmer les capacités des femmes dont elle se fait l'avocate.
- 37 L'auteure se présente donc en individu capable d'avancer des arguments logiques : si elle ne jouit d'aucun statut institutionnel, elle possède en revanche la *phronesis*, la sagesse, qui est l'un des éléments constitutifs de l'*ethos* tel que le définit Aristote. Il s'agit de construire une image de soi susceptible de persuader et d'inspirer confiance ; c'est une procédure de crédibilisation, qu'il ne faut pas confondre avec la légitimation. Des parlementaires qui s'affrontent à la Chambre, note Raphaël Micheli, « qu'ils disposent *stricto sensu* de la même légitimité », c'est la crédibilité de l'adversaire que chacun met en cause (2007 : § 9). Comme le précise par ailleurs Patrick Charaudeau, la légitimité « détermine un “droit du sujet à dire et à faire”, la seconde [la crédibilité] une “capacité du sujet à dire et à faire”. Mettre en cause une légitimité, c'est mettre en cause le droit lui-même, et non la personne » (2005 : 52).
- 38 Néanmoins, il faut bien voir que, dans le cas de Madame B...B..., les deux sont étroitement liées. En effet, dans la mesure où l'auteure ne possède aucun statut préalable, sa capacité personnelle de dire, fondée sur son aptitude à raisonner, lui confère la crédibilité qui doit asseoir son droit à parler et à combattre les abus. Cette aptitude est d'autant plus importante qu'elle permet une mise en pratique de la Raison comme valeur universelle sur laquelle s'appuie le texte. Le droit ici n'est pas conféré par une autorité institutionnelle : c'est l'exercice de la raison pratique en quête de solutions concrètes pour « supprimer les abus » et « régénérer la constitution française par de nouvelles lois » (§ 24) qui permet à l'auteure de réclamer la légitimité de traiter des affaires publiques. Le processus de légitimation passe donc par la construction d'un *ethos* qui doit non seulement contribuer à la persuasion et appuyer les revendications de la locutrice, mais aussi pénétrer l'auditoire de son droit à s'exprimer, et à les exprimer au nom des femmes.

- 39 L'exigence d'égalité entre les sexes est formulée à l'aide de procédures argumentatives telles que la règle de justice et l'argument par analogie : « nous croyons qu'il est de tout-e équité [...] de recueillir [les] suffrages [des femmes] puisqu'elles sont obligées, comme les hommes, de payer les impositions royales & de remplir les engagements du commerce » (§ 16). Le texte mobilise ici la règle de justice qui « exige l'application d'un traitement identique à des êtres ou à des situations que l'on intègre à une même catégorie » (Perelman et Olbrechts-Tyteca 1970 [1958]) : 294). Dans un commentaire judiciaire, Roselyne Koren note cependant : « Cette notion formelle [...] est commune à de nombreuses cultures, mais celles-ci interprètent chacune différemment la notion de similitude et ne lui reconnaissent pas le même référent » (Koren, sous presse). Et de citer : La règle « ne nous dit pas quand les êtres sont essentiellement semblables ni comment il faut les traiter ». Or, il est impossible de l'appliquer « sans posséder de réponses à ces questions » (*Éthique et Droit*, 1990 : 111). C'est bien parce que la similitude des hommes et des femmes fait problème dans la culture de l'époque que l'auteure avance dans chaque exemple un principe censé garantir que les instances évoquées sont bien équivalentes. Il est dans la citation précédente d'ordre social et moral : ceux qui ont les mêmes devoirs doivent avoir les mêmes droits. Dans un autre passage où on retrouve la règle de justice, l'assimilation des hommes et des femmes à la même catégorie est d'ordre plus général. Elle se fonde à la fois sur la Bible et la Nature : « deux sexes formés du même limon, éprouvant les mêmes sensations, que la main du Créateur a fait l'un pour l'autre [...] Et pourquoi faut-il que la loi ne soit pas uniforme entre eux, que l'un ait tout et que l'autre n'ait rien ? » (§ 23) C'est alors l'argument d'autorité qui prime pour assurer que les instances relèvent bien de la même catégorie, et que la règle de justice a été enfreinte.
- 40 L'auteure emploie par ailleurs un argument par analogie pour réfuter l'idée que les femmes peuvent « se faire représenter, par procuration, aux États généraux » :
 étant démontré avec raison qu'un noble ne peut représenter un roturier, ni celui-ci un noble, de même, un homme ne pourrait, avec plus d'équité, représenter une femme, puisque les représentants doivent avoir absolument les mêmes intérêts que les représentés : les femmes ne pourraient donc être représentées que par des femmes (§ 18).
- 41 Le texte met en parallèle le rapport noble-roturier/homme-femme, établissant ainsi une équivalence entre la différence des classes et la différence des sexes. Le principe de la représentativité est le même pour tous et on ne saurait déroger à sa logique dans le cas des femmes.
- 42 Ce passage est situé dans le contexte du développement d'un argument en faveur d'une demande inouïe à l'époque, l'envoi de représentants femmes à l'Assemblée des États généraux. Madame B...B.... a ici recours à l'anticipation d'une objection prévisible à sa demande, objection qu'elle présente sous forme de discours rapporté (§ 14) : « Je conçois que ma réclamation paraîtra d'abord au moins inconsiderée : *L'admission des femmes aux États généraux est, s'écriera-t-on, une prétention d'un ridicule inconcevable ; jamais les femmes n'ont été admises dans les conseils des rois ou des républiques* ». Ce contre-discours fondé sur la *doxa* de l'époque s'appuie sur l'argument du précédent, qui demande de perpétuer une règle qui s'est maintenue à travers les siècles, et rejette comme contre nature toute possibilité de changement. Comme le note Marianne Doury, en anticipant l'objection de l'autre, le sujet parlant peut projeter un *ethos* d'ouverture d'esprit, d'honnêteté et de compétence (« il "connaît son sujet" et est familier avec les termes du débat », 2016 : 68-69). Mais surtout, assurer elle-même l'expression de

possibles objections lui permet (dans les termes de Doury) « de garder le contrôle de la formulation des contre-arguments » et « de prêter à l'adversaire un contre-discours caricatural, peu convaincant » (*ibid.*). C'est ce que souligne la citation reprise avec ironie : « La devise des femmes, est *travailler, obéir et se taire* ». Ainsi résumé, le propos de l'autre est présenté comme fondé uniquement sur la force et non sur la raison : il dérive d'« un système digne de ces siècles d'ignorance, où les plus forts ont fait les lois, et soumis les plus faibles » (§ 15). Prônant un ordre immuable, le discours de l'opposant « démontre l'absurdité » d'un système obsolète ancré dans la domination et non dans la justice (*ibid.*). Il va contre le mouvement bénéfique qui fait passer de l'obscurité à la lumière et à la raison.

Conclusion

- 43 L'autolégitimation qui s'effectue en discours en l'absence de tout statut d'autorité se présente comme un processus argumentatif relevant à la fois de la justification et de la tentative de persuasion. En effet, la locutrice doit avancer les raisons pour lesquelles le droit à la parole publique lui revient et doit lui être reconnu : il lui incombe de fournir des arguments menant à la conclusion visée. Ce faisant, elle s'efforce de faire adhérer son auditoire à ces conclusions : elle espère persuader. L'analyse a montré comment la locutrice mobilise l'autorité institutionnelle et les valeurs nouvelles (qui renvoient à l'« autorisation » et à l'« évaluation morale » de Van Leewen et Wodak), mais aussi qu'elle construit un *ethos* approprié en projetant une image de porte-parole et en manifestant ses capacités à l'exercice de la Raison.
- 44 Forte de sa démonstration, Madame B...B... semble considérer que la légitimité réclamée lui est acquise. On trouve dans son texte des intimations aux députés à qui elle rappelle leur devoir (§ 25), ou qu'elle interpelle pour qu'ils changent les règles de l'éducation des femmes (§ 28). Elle utilise l'impératif pour formuler des injonctions : « Réunissez-vous donc pour en opérer la proscription [des lois qui lèsent les femmes] » (§ 41). De même, elle s'octroie la position de celle qui peut enjoindre les femmes à réclamer leurs droits – « réclamez, sollicitez... » – et à agir (§ 34). Qui plus est, dans la dernière partie du texte qui constitue une sorte de longue annexe, elle propose des mesures sociales et politiques concrètes (sur la dette nationale, la dépossession du clergé, le traitement des banqueroutiers frauduleux, etc.).
- 45 La reconnaissance des députés, que le texte prétend acquise, ne lui sera cependant pas accordée. On peut alors se demander quel est le sens d'une entreprise qui ne peut obtenir l'adhésion de son auditoire. Si le texte ne parvient pas à persuader face au discours dominant et au pouvoir des hommes qui se maintiennent au sein même de la « révolution générale » dans laquelle la locutrice dit placer ses espoirs, son argumentation n'en remplit pas moins une fonction importante. Les humains, dit Marc Angenot qui pourfend la notion de persuasion, « argumentent pour *se justifier*, pour se procurer face au monde une *justification* » (2008 : 441). Au-delà de l'auditoire particulier vers lequel elle se tourne, l'auteure s'adresse à un « auditoire universel » incarné par tout être de raison (Perelman et Olbrechts-Tyteca). Pour le dire encore avec le chercheur en analyse du discours social : « la justification, c'est chercher à faire dire à un Arbitre spectral qu'[on] pense conformément à la raison et à la justice » ; c'est « se mettre en mesure de résister » (2008 : 441-442).

BIBLIOGRAPHIE

- Amossy, Ruth (éd.). 1999. *Images de soi dans le discours. La construction de l'ethos* (Lausanne & Paris : Delachaux & Niestlé)
- Angenot, Marc. 2008. *Dialogues de sourds. Traité de rhétorique antilogique* (Paris : Mille et Une Nuits)
- Bourdieu, Pierre. 1982. *Ce que parler veut dire : l'économie des échanges linguistiques* (Paris : Fayard)
- Charaudeau, Patrick. 2005. *Le discours politique : les masques du pouvoir* (Paris : Vuibert)
- Charaudeau, Patrick & Dominique Maingueneau. 2002. *Dictionnaire de l'Analyse du Discours* (Paris : Seuil)
- Chartier, Roger. 1990. *Les origines culturelles de la Révolution française* (Paris : Seuil)
- Danblon, Emmanuelle. 2001. « La rationalité du discours épideictique », Dominicy, Marc & Madeleine Frédéric (éds). *La mise en scène du discours épideictique. La rhétorique de l'éloge et du blâme* (Lausanne & Paris : Delachaux & Niestlé), 19-47
- Doury, Marianne. 2016. *Argumentation. Analyser textes et discours* (Paris : Colin)
- Duhet, Paule-Marie 1971. *Les femmes et la Révolution 1789-1794* (Paris : Julliard)
- Duhet, Paule-Marie (éd.). 1989 [1981]. 1789. *Cahiers de doléances des femmes et autres textes* (Paris : Des femmes)
- Durelle-Marc, Yann-Arzel. 2002. « Des femmes-citoyennes. Aperçu sur les caractères de l'activité politique des femmes au début de la Révolution », dans Christiane Plessix-Buisset (éd.), *Ordre et désordre dans les familles : études d'histoire du droit* (Rennes : Presses Universitaires de Rennes), 151-201
- Fauré, Christine. 2006. « Doléances, déclarations et pétitions, trois formes de la parole publique des femmes sous la Révolution » (AHRF 344 | avril-juin 2006 <http://ahrf.revues.org/5823>)
- Fraisse, Geneviève. 1995 [1989]. *La Muse de la Raison. Démocratie et exclusion des femmes en France* (Paris : Gallimard)
- Grinshpun, Yana. 2008. *Ô entre langue(s), discours et graphie* (Paris & Gap : Ophrys)
- Guilhaumou, Jacques & Martine Lapied. 1997. « L'action politique des femmes pendant la Révolution française » *Encyclopédie historique et politique des femmes*, C. Fauré éd. (Paris : PUF)
- Habermas, Jürgen. 1974 [1962]. *Strukturwandel der Öffentlichkeit* (Neuwied : Luchterhand)
- Höfer, Annette & Annette Keilhauer. 1996. Art. « Femme », Reichardt, Rolf & Hans-J. Lüsebrink (éds). *Handbuch politisch-sozialer Grundbegriffe in Frankreich 1680-1820*, cahier 16-18 (Munich : Oldenbourg)
- Koren, Roselyne. 2013 « Pour une éthique du discours : la prise en charge du vrai et du juste », Guérin, Charles, Gilles Siouffi & Sandrine Sorlin (éds). *Le rapport éthique au discours* (Bern : P. Lang), 39-63
- Koren, Roselyne. *Rhétorique et Éthique : de l'argumentation des valeurs*, sous presse
- Lavis, Ernest. [1911] *Histoire de France depuis les origines jusqu'à la Révolution*, t. IX-2, par E. Lavis, H. Carré, P. Sagnac (Paris : Hachette)
- Livois, René de. 1965. *Histoire de la presse française*, t. I (Lausanne : Spes)

- Louis XVI. 1789. *Lettre du Roi Pour la convocation des États généraux et Règlement pour exécution des Lettres de convocation du 24 janvier 1789* (Archives numériques de la Révolution française)
- Marcoccia, Michel. 2004. « Le paradoxe du porte-parole », *Méditations langagières* 2 : 145-155
- Martin, Gaston. 1926. *La Franc-Maçonnerie française et la préparation de la Révolution* (Paris : PUF)
- Micheli, Raphaël. 2007. « Stratégie de crédibilisation de soi dans le discours parlementaire », *A contrario* 5, 67-84
- Monnier, Raymonde. 2008. « Usages d'un couple d'antonymes au 18^e siècle. La civilisation et son revers, la barbarie », *Dix-huitième Siècle* 40 : 523-542
- Necker, Jacques. 1788. *De l'importance de la morale et des opinions religieuses* (Londres & Paris : Hôtel de Thou)
- Perelman, Chaïm. 1989. *Rhétoriques* (Bruxelles : Université de Bruxelles)
- Perelman, Chaïm & Lucie Olbrechts-Tyteca. 1970 [1958]. *Traité de l'argumentation. La nouvelle rhétorique* (Bruxelles : Université de Bruxelles)
- Réimpression de l'ancien Moniteur, seule histoire authentique et inaltérée de la révolution française. 1863* (Paris : Plon)
- Ricoeur, Paul. 1969. *Le conflit des interprétations. Essais d'herméneutique* (Paris : Seuil)
- Robin, Régine. 1970. *La société française en 1789* (Paris : Plon)
- Slakta, Denis. 1971. « L'acte de "demander" dans les Cahiers de doléances », *Langue française* 9, 58-73
- Söderhjelm, Alma. 1971. *Le régime de la presse pendant la Révolution française. T. 1* (Genève : Slatkine reprints)
- Spector, Céline. 2009. « Les lumières avant les Lumières : tribunal de la raison et opinion publique », <http://www.revolution-francaise.net>
- Van Leeuwen, Theo. 2007. « Legitimation in discourse and communication », *Discourse & Communication* 1, 91-112
- Van Leeuwen, Theo & Ruth Wodak. 1999. « Legitimizing immigration control: a discourse-historical analysis », *Discourse Studies* 1, 83-118
- Wodak, Ruth. 2018. « 'Strangers in Europe'. A discourse-historical approach to the legitimation of immigration control », Sumin Zhao, Emilia Djonov, Anders Björkvall & Morten Boeriis (éds), *Advancing Multimodal and Critical Discourse Studies* (New York : Routledge), 31-49

NOTES

1. Je cite d'après P.-M. Duhet (éd.), 1989. 1789. *Cahiers de doléances des femmes*.
2. 1789 : 36. On peut citer un passage qui se trouve dans l'annexe du *Cahier* : « En m'adressant aux députés du tiers des provinces étrangères, je leur dirai [...] » (Duhet 1989 : 42).
3. Dans sa préface à Duhet 1989 (VIII-IX)
4. Probablement avant la mi-juin : l'expression « l'auguste assemblée qui se prépare » (§ 3) permet de situer la rédaction avant le 17 juin, date de la constitution du Tiers en Assemblée nationale – et donc avant le Serment du Jeu de Paume (20 juin).